

---

**Résultats annuels 2016**  
**Objectifs 2016 révisés atteints**  
**Bonne tenue des activités opérationnelles**  
**Plan de performance conforme à la trajectoire annoncée**  
**Objectifs 2017 confirmés**

- **EBITDA** : 16,4 Mds€, -4,8 % de variation organique<sup>1</sup>
- **Résultat net courant** : 4,1 Mds€, contre 4,8 Mds€ en 2015, soit -15,3 %
- **Résultat net part du Groupe** : 2,9 Mds€ soit x2,4 par rapport à 2015
- **Production nucléaire** :
  - France : 384 TWh, -7,9 % en lien principalement avec des contrôles supplémentaires entraînant des arrêts ou des prolongations d'arrêts programmés
  - Royaume-Uni : 65,1 TWh, niveau record depuis 2003, +4,5 TWh par rapport à 2015
- **Energies renouvelables** : Mise en service de 1,2 GW bruts d'éolien et de solaire par EDF Énergies Nouvelles. 1,8 GW de capacité en construction

**Plan de performance**

- **Poursuite de la réduction des Opex<sup>2</sup>** : -0,3 Md€ par rapport à 2015
- **Avancement rapide du plan de cessions** : 6,7 Mds€ de cessions signées ou réalisées, soit 67 % de l'objectif

**Endettement**

- **Endettement financier net stable** : 37,4 Mds€
- **Endettement financier net / EBITDA** : 2,3x en ligne avec l'objectif d'être inférieur à 2,5x
- **Dividende proposé au titre de 2016** : 2,1 Mds€ avec option de paiement en actions nouvelles, soit un taux de distribution de 60 %

**Objectifs 2017**

- **Production nucléaire** : 390 - 400 TWh
- **EBITDA<sup>3</sup>** : 13,7 - 14,3 Mds€
- **Endettement financier net / EBITDA<sup>4</sup>** : ≤ 2,5x
- **Taux de distribution du résultat net courant<sup>5</sup>** : 55 % à 65 %

**Objectifs 2018**

- **Poursuite du plan d'Opex<sup>6</sup>** avec une économie de 0,7 Md€ par rapport à 2015
- **EBITDA<sup>7</sup>** : ≥ 15,2 Mds€
- **Investissement net hors Linky<sup>8</sup>, nouveaux développements et cessions d'actifs** : ~10,5 Mds€
- **Cash flow<sup>7,9</sup>** : ≥ 0
- **Endettement financier net / EBITDA<sup>7,9</sup>** : ≤ 2,5x
- **Taux de distribution du résultat net courant<sup>5</sup>** : 50 %

<sup>1</sup> Variation organique à périmètre et change comparables

<sup>2</sup> Sommes des charges de personnels et autres consommations externes. A périmètre et taux de change 2016. A taux d'actualisation retraites constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

<sup>3</sup> A taux de change 2016

<sup>4</sup> A taux de change 2016 et hypothèse de taux d'actualisation des engagements nucléaires à 4,1 % pour 2017

<sup>5</sup> Ajusté de la rémunération des emprunts hybrides comptabilisée en fonds propres

<sup>6</sup> A périmètre, hypothèse de taux de change et taux d'actualisation retraites constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

<sup>7</sup> A taux de change 2016 et hypothèse de prix d'électricité en France 2018 sur les volumes non couverts au 31.12.2016 : ≥ 36 €/MWh

<sup>8</sup> Linky est un projet porté par Enedis, filiale indépendante d'EDF au sens des dispositions du code de l'énergie

<sup>9</sup> A taux de change 2016. Cash flow hors Linky, nouveaux développements et cessions d'actifs, avec hypothèse de taux d'actualisation des engagements nucléaires à 4,1 % pour 2017 et 3,9 % pour 2018, hors acompte sur dividende au titre de l'année fiscale 2018 qui sera décidé au 2<sup>e</sup> semestre 2018

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 13 février 2017 sous la présidence de Jean-Bernard Lévy, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Jean-Bernard Lévy, Président-Directeur Général d'EDF a déclaré :

« Les résultats 2016 d'EDF prouvent que nos fondamentaux sont solides. La transformation du groupe est bien engagée, grâce à la mobilisation constante et aux efforts des salariés. La stratégie CAP 2030 se déploie à un rythme soutenu et le plan de performance se déroule selon la trajectoire annoncée, signe que l'entreprise s'adapte et va de l'avant. Nous poursuivons cette dynamique en 2017 avec le lancement de nouvelles offres et des services innovants pour nos clients, avec le développement de projets bas carbone, et en ciblant les marchés hors d'Europe pour y exporter nos savoir-faire. »

### Évolution des résultats annuels du groupe EDF

	2015	2016	Variation vs 2015 (%)	Croissance organique (%)
<i>En millions d'euros</i>				
Chiffre d'affaires	75 006	71 203	-5,1	-3,2
EBITDA	17 601	16 414	-6,7	-4,8
EBIT	4 280	7 514	+75,6	+76,6
Résultat net part du Groupe	1 187	2 851	+140,2	
Résultat par action <sup>10</sup>	0,32	1,15		
Résultat net courant	4 822	4 085	-15,3	

### Évolution de l'EBITDA du groupe EDF

	2015	2016	Croissance organique (%)
<i>En millions d'euros</i>			
France - Activités de production et commercialisation	6 936	6 156	-11,2
France - Activités régulées	4 719	5 102	+8,1
Royaume-Uni	2 242	1 713	-12,3
Italie	1 345	641	-50,6
Autre International	609	711	+21,2
Autres métiers	1 750	2 091	+22,0
<b>Total Groupe</b>	<b>17 601</b>	<b>16 414</b>	<b>-4,8</b>

Le plan de performance, associé à la bonne gestion de l'outil industriel et aux performances commerciales, permettent dans un contexte de marché défavorable, de compenser partiellement une concurrence accrue et la moindre disponibilité des centrales nucléaires en France du fait des contrôles supplémentaires. L'EBITDA du Groupe s'élève à 16,4 milliards d'euros en baisse de 6,7 % par rapport à 2015. Hors effets de change (-0,3 milliard d'euros), résultant principalement de la dépréciation de la livre sterling face à l'euro, et hors effets de périmètre, l'EBITDA est en recul organique de 4,8 %. Cette évolution intègre également l'impact positif de la régularisation tarifaire 2014 et la bonne performance de l'activité régulée.

<sup>10</sup> Résultat par action=(RNPG - rémunérations hybride)/nombre moyen d'actions en circulation. En 2016, la rémunération hybride s'est élevée à 582 M€

Dans le cadre de son plan de performance qui prévoit une réduction des charges opérationnelles<sup>11</sup> d'au moins 1 milliard d'euros en 2019 par rapport à 2015, le groupe EDF a réduit ses dépenses opérationnelles de 1,3 %<sup>12</sup>, soit environ 0,3 milliard d'euros par rapport à 2015. En France, l'EBITDA des Activités production et commercialisation s'élève à 6,2 milliards d'euros, en baisse organique de 11,2 % du fait principalement d'un niveau de production nucléaire en recul par rapport à 2015 et de l'évolution défavorable des conditions de marché.

Le segment France - Activités Régulées affiche un EBITDA de 5,1 milliards d'euros en hausse organique de 8,1 % grâce principalement aux effets conjugués d'un climat favorable et de la baisse des coûts d'achat des pertes réseaux.

Au Royaume-Uni, l'EBITDA est en baisse organique de 12,3 % par rapport à 2015. L'excellente performance de la production nucléaire et la poursuite du plan d'économie ont partiellement compensé l'effet fortement négatif de la baisse des prix et de l'intensification de la concurrence.

En Italie, l'EBITDA enregistre une baisse organique de 50,6 %, principalement sous l'effet des conditions de marché défavorables en 2016 et de l'impact positif en 2015 de l'arbitrage sur le contrat gaz libyen sans équivalent en 2016.

L'EBITDA du segment Autres métiers augmente de 22,0 % en organique, notamment grâce à la croissance de l'activité d'EDF Trading dont l'EBITDA progresse de 56,8 % en organique, et de celle d'EDF Énergies Nouvelles dont l'EBITDA bénéficie des capacités nettes installées en 2015 et du succès du modèle de développement par rotation d'actifs.

L'EBITDA du segment Autre international est en augmentation de 21,2 % en organique, soutenu par l'ensemble des pays.

**Performance opérationnelle :  
Production nucléaire en France affectée par des contrôles supplémentaires  
Excellente performance nucléaire au Royaume-Uni**

En France, la production nucléaire s'établit à 384 TWh en recul de 32,8 TWh par rapport à 2015. L'année 2016 a été marquée par la réalisation de contrôles supplémentaires<sup>13</sup>, notamment sur les générateurs de vapeur, entraînant la prolongation ou la programmation complémentaire d'arrêts de plusieurs réacteurs. Les analyses et contrôles sur les générateurs de vapeur potentiellement concernés par la problématique de ségrégation carbone ont permis d'obtenir de la part de l'Autorité de Sûreté Nucléaire l'autorisation de redémarrage de 17 réacteurs sur les 18 concernés, confirmant l'aptitude de ces réacteurs à fonctionner en toute sûreté. Le réacteur 1 de Civaux est actuellement en cours de contrôle.

Parallèlement, la performance opérationnelle du parc nucléaire est restée solide, avec le plus faible volume d'arrêts fortuits jamais atteint, et des résultats en matière de sûreté en progrès, avec un nombre historiquement bas d'arrêts automatiques réacteurs.

La production nucléaire a été complétée par la production des centrales thermiques qui s'établit à 11,9 TWh, en hausse de 5,1 TWh en raison d'une plus forte sollicitation, notamment des centrales au gaz.

Enfin, la production hydraulique s'élève à 42,4 TWh en 2016, en hausse de 3,5 TWh grâce à des conditions hydrologiques plus favorables qu'en 2015.

Au total, la production du segment France - Activités de production et commercialisation s'élève à 438,3 TWh, en baisse de 24,2 TWh par rapport à 2015.

Suite à la fin des tarifs Jaune et Vert et dans un contexte concurrentiel accru, plus de 75% des clients de ce segment ont choisi EDF en 2016.

<sup>11</sup> A périmètre, hypothèse de taux de change et taux d'actualisation retraités constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

<sup>12</sup> A périmètre et taux de change 2016. A d'actualisation retraités constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

<sup>13</sup> Cf. communiqués de presse des 19 juillet 2016, 21 septembre 2016 et 21 octobre 2016

Le développement commercial a permis une progression de 10,5 % du nombre de comptes clients gaz par rapport à 2015.

Au Royaume-Uni, la production nucléaire est à son plus haut niveau à 65,1 TWh en hausse de 4,5 TWh par rapport à 2015 grâce à une excellente performance opérationnelle. La production nucléaire 2016 a bénéficié d'une très bonne disponibilité du parc et d'un taux d'arrêts non planifiés historiquement bas.

La production d'EDF Énergies Nouvelles s'établit à 11,3 TWh en hausse de 9 %. Cette croissance est portée par la mise en service de 1,2 GW bruts dans l'éolien et en Amérique du nord. Le portefeuille de projets en construction s'élève à 1,8 GW au 31 décembre 2016, dont 50 % environ se situent dans les nouvelles zones d'implantation (Inde, Brésil, Chili, Chine).

Dans les services énergétiques, le développement de l'activité de réseau de chaleur a été significatif et la part des énergies renouvelables a fortement augmenté dans le mix énergétique.

### Résultat Net

Le résultat net part du Groupe s'élève à 2,9 milliards d'euros en 2016, en hausse de 1,7 milliard d'euros par rapport à 2015, du fait de moindres pertes de valeur en 2016 par rapport à 2015, et de l'effet positif de l'allongement à 50 ans de la durée d'amortissement du palier REP 900 MW<sup>14</sup> en France.

Le résultat financier représente une charge de 3,3 milliards d'euros en 2016, en hausse de 0,7 milliard d'euros par rapport à 2015, principalement liée à l'augmentation des charges de désactualisation des provisions nucléaires liée en particulier à la baisse sensible du taux d'actualisation des provisions nucléaires de 4,5 % à 4,2 %.

Retraité des éléments non récurrents, le résultat net courant s'établit à 4,1 milliards d'euros en 2016, en baisse de 15,3 % par rapport à 2015.

### Plan de performance conforme à la trajectoire annoncée

EDF confirme la poursuite de ses efforts de maîtrise des charges opérationnelles<sup>15</sup> avec une baisse de 0,3 milliard d'euros en 2016 par rapport à 2015. Cette trajectoire conforte l'objectif du plan de performance de réduire les charges opérationnelles de 0,7 milliard d'euros en 2018 par rapport à 2015 et de 1 milliard en 2019 par rapport à 2015. L'ensemble des segments contribue à ce résultat avec en particulier une baisse de 1,0 % des Opex du segment France - Activités production et commercialisation grâce notamment à une adaptation des coûts commerciaux et administratifs au contexte concurrentiel et à une optimisation des coûts du parc thermique. Le segment France - Activités régulées poursuit également ses actions d'optimisation des coûts. Le Royaume-Uni affiche une réduction de 3,6 %, l'Italie de 4,7 %.

Les plans d'optimisation ont eu un impact positif de 0,7 milliard d'euros sur le besoin en fonds de roulement en 2016.

Le plan de cession a permis la réalisation de 6,7 milliards d'euros de cessions environ qui ont été signées ou réalisées en 2016 sur les 10 milliards d'euros du plan de cession sur la période 2015-2020.

Les investissements nets s'élèvent à 11,7 milliards d'euros en 2016 contre 12,7 milliards d'euros en 2015, soit une diminution de 1,0 milliard d'euros (-8,0 %). Les investissements nets hors linky, nouveaux développement et cessions d'actifs sont en baisse de 0,6 milliard d'euros à 11,8 milliards d'euros en 2016 contre 12,4 milliards d'euros en 2015. Ces évolutions, en ligne avec l'objectif d'atteindre un montant d'investissement nets hors linky et cessions d'actif d'environ 10,5 milliards d'euros en 2018, sont principalement liées à la baisse des investissements nets à l'international (-0,7 milliard d'euros, soit -28,5 %) du fait d'une rationalisation des investissements essentiellement au Royaume-Uni, en Italie, en Pologne et en Chine.

<sup>14</sup> Allongement à 50 ans de la durée d'amortissement des centrales du palier REP 900 MW hors Fessenheim (cf. communiqué de presse publié par EDF le 29 juillet 2016)

<sup>15</sup> A périmètre et taux de change 2016. A taux d'actualisation retraites constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

## Dividende proposé au titre de 2016 : distribution de 2 102 millions d'euros , soit un taux de distribution de 60 %, avec option de paiement en actions nouvelles

### Modalités de règlement du solde du dividende au titre de 2016

Le Conseil d'administration d'EDF qui s'est réuni le 13 février 2017 a convoqué l'Assemblée générale mixte des actionnaires le 18 mai 2017 et a décidé de proposer à l'Assemblée générale, conformément à l'article L. 232-18 du code de commerce et à l'article 25 des statuts de la Société, d'offrir à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour le paiement en actions nouvelles de la Société du solde du dividende à distribuer au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016. En cas d'exercice de l'option, les actions nouvelles seront émises à un prix égal à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action EDF sur le marché réglementé d'Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de l'Assemblée, diminuée du montant du solde du dividende restant à distribuer au titre de l'exercice 2016, le tout arrondi au centime d'euro supérieur.

Les modalités de règlement du solde du dividende au titre de l'exercice 2016 qui seront proposées au vote des actionnaires ont été fixées comme suit :

- détachement des dividendes (ordinaire et majoré) le 6 juin 2017
- période d'exercice de l'option de paiement en actions nouvelles du 6 juin au 20 juin 2017 inclus
- mise en paiement du solde du dividende et règlement-livraison des actions le 30 juin 2017

Le montant du solde du dividende à distribuer au titre de 2016 s'élève à 1 096 millions euros

Le montant du dividende par action, du solde par action et du solde par action pour les actions bénéficiant du dividende majoré, compte tenu de l'acompte sur dividende de 0,50 euro par action payé le 31 octobre 2016, seront communiqués par la société à l'occasion du lancement de l'augmentation de capital devant intervenir, sous réserve des conditions de marché, avant la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2017<sup>16</sup>.

### Endettement financier net stable

	31/12/2015	31/12/2016
Endettement financier net ( <i>en milliards d'euros</i> )	37,4	37,4
Endettement financier net / EBITDA	2,1x	2,3x

L'endettement financier net s'élève à 37,4 milliards d'euros au 31 décembre 2016 stable par rapport au 31 décembre 2015. Le ratio d'endettement financier net / EBITDA s'établit à 2,3x, en ligne avec l'objectif d'être inférieur à 2,5x.

Le cash flow opérationnel s'établit à 13,1 milliards d'euros en diminution de 3,3 %. Cette évolution résulte principalement de la baisse de l'EBITDA pour un montant de 1,2 milliard d'euros qui est compensée partiellement par une baisse de l'impôt sur le résultat payé et une diminution des frais financiers nets décaissés.

Par ailleurs, la variation du besoin en fonds de roulement de -1,9 milliard d'euros sur l'année 2016 comparé à +0,1 milliard d'euros en 2015, est en grande partie conjoncturelle. Cette évolution s'explique essentiellement en France par l'effet de la régularisation des tarifs réglementés de vente 2014 (-0,9 milliard d'euros) et un effet climat plus rigoureux en 2016 conduisant à une augmentation des créances (défavorable de -0,9 milliard d'euros).

Grâce aux efforts de gestion et malgré le contexte difficile, le cash flow Groupe s'élève à -1,6 milliard d'euros contre -2,1 milliards d'euros en 2015.

L'effet de change a un impact favorable de 1,1 milliard d'euros sur l'endettement financier net du Groupe au 31 décembre 2016, principalement lié à la dépréciation importante de la livre sterling par rapport à l'euro.

Par ailleurs, EDF a poursuivi sa politique active de financement avec, en octobre 2016, une série d'émissions obligataires senior en dollars américains, euros et francs suisses pour un montant de 3 milliards d'euros, une

<sup>16</sup> Cf. communiqué de presse « Conseil d'administration du 13 février 2017 »

---

émission « formosa » double tranche de 2,655 milliards USD et, en janvier 2017, une émission d'obligations « samouraï » pour environ 1,1 milliard d'euros.

Parmi ces émissions, trois tranches ont été émises en tant que *green bond* : une tranche de 1,75 milliard d'euros (maturité de 10 ans) et deux tranches « Samouraï » (maturités de 12 et 15 ans) pour un montant total de 26 milliards de yens, soit l'équivalent d'environ 0,2 milliard d'euros. Ces dernières émissions vont permettre au Groupe de poursuivre ses investissements de développement dans les énergies renouvelables menés par EDF Énergies Nouvelles, ainsi que la modernisation et le développement des ouvrages hydroélectriques existants en France métropolitaine.

Au 31 décembre 2016 la maturité moyenne de la dette du Groupe s'établit à 13,4 ans pour un coupon moyen de 2,7 % comparé à 2,9 % au 31 décembre 2015.

Du fait de la diminution du taux d'actualisation réel au 31 décembre, les dotations aux provisions devant être compensées par des dotations aux actifs dédiés conformément au décret du 24 mars 2015 s'élèvent au total à 1 095 millions d'euros. EDF procédera dans les 30 jours suivant l'arrêté des comptes à la dotation de ce montant aux actifs dédiés, conformément au courrier du 10 février 2017 des ministres de l'Économie et des Finances, et de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer.

Dans le même courrier en date de 10 février 2017, les ministres de l'Économie et des Finances, et de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer, ont annoncé leur décision de faire évoluer la formule de calcul du plafond réglementaire du taux d'actualisation, à compter de 2017. Cette décision sera traduite dans une évolution de l'arrêté du 21 mars 2007, modifié par celui du 24 mars 2015. Cette modification fait suite à des travaux entre les exploitants nucléaires et les pouvoirs publics, visant à établir une formule du taux plafond qui tienne compte de la durée élevée des passifs nucléaires et des objectifs prudentiels en termes de sécurisation du financement des charges nucléaires de long terme.

La nouvelle formule conduirait, de façon progressive sur une durée de 10 ans, à partir du plafond réglementaire constaté au 31 décembre 2016 (4,3 %), à un plafond égal, en 2026, à la moyenne sur les quatre dernières années de l'échéance constante à trente ans (TEC 30), majorée de 100 points de base.

Au vu de l'évolution passée et anticipée des taux, cette nouvelle formule, qui intégrerait progressivement le passage du taux réglementaire de 4,3 % à une moyenne sur 4 ans y compris un spread de 100 points de base, devrait conduire à une évolution du plafond réglementaire davantage lissée dans les prochaines années, par comparaison avec la formule précédente.



## Perspectives

### Objectifs 2017

L'année 2017 sera marquée par les effets de la baisse des prix de marché en France et au Royaume-Uni par rapport à 2016 et des volumes ARENH souscrits fin 2016. Par ailleurs, le volume de production en France prend en compte les arrêts en cours des réacteurs Bugey 5, Fessenheim 2, Gravelines 5 et Paluel 2 et un volume d'arrêts programmés intégrant la poursuite des travaux du programme industriel « Grand Carénage ».

Dans ce contexte, le Groupe s'est fixé les objectifs suivants pour 2017 :

- **Production nucléaire** : 390 - 400 TWh
- **EBITDA<sup>17</sup>** : 13,7 - 14,3 Mds€
- **Endettement financier net / EBITDA<sup>18</sup>** :  $\leq 2,5x$
- **Taux de distribution du résultat net courant<sup>19</sup>** : 55 % à 65 %

### Objectifs 2018

En 2018, EDF va bénéficier des économies supplémentaires liées au plan de performance, de la normalisation progressive du niveau de production nucléaire en France, et du développement des activités de services du Groupe. L'évolution des conditions de marché en France et au Royaume-Uni devrait avoir un effet favorable.

Le Groupe s'est ainsi fixé les objectifs suivants pour 2018 :

- **Opex<sup>20</sup>** : -0,7 Md€ par rapport à 2015
- **EBITDA<sup>21</sup>** :  $\geq 15,2$  Mds€
- **Investissement net hors Linky, nouveaux développements et cessions d'actifs** : environ 10,5 Mds€
- **Cash flow<sup>21,22</sup>** :  $\geq 0$
- **Endettement financier net / EBITDA<sup>21,22</sup>** :  $\leq 2,5x$
- **Taux de distribution du résultat net courant<sup>19</sup>** : 50 %

### Au-delà de 2018

- **Réduction des charges opérationnelles<sup>20</sup>** :  $\geq 1$  Md€ en 2019 par rapport à 2015
- **Cessions d'actifs sur 2015-2020** : Au moins 10 Mds€
- **Taux de distribution du résultat net courant<sup>19</sup>** : 45 % à 50 %

<sup>17</sup> A taux de change 2016

<sup>18</sup> A taux de change 2016 et hypothèse de taux d'actualisation des engagements nucléaires à 4,1 % pour 2017

<sup>19</sup> Ajusté de la rémunération des emprunts hybrides comptabilisée en fonds propres

<sup>20</sup> A périmètre, taux de change et taux d'actualisation retraites constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

<sup>21</sup> A taux de change 2016 et hypothèse de prix d'électricité en France 2018 sur les volumes non couverts au 31.12.2016 :  $\geq 36$  €/MWh

<sup>22</sup> A taux de change 2016. Cash flow hors Linky, nouveaux développements et cessions d'actifs, avec taux d'actualisation des engagements nucléaires à 4,1 % pour 2017 et 3,9 % pour 2018, hors acompte sur dividende au titre de l'année fiscale 2018 qui sera décidé au 2<sup>e</sup> semestre 2018

**Principaux résultats du Groupe par segment**
**France – Activités de Production et Commercialisation :  
des effets positifs du plan de performance Groupe et de la régularisation tarifaire,  
une production nucléaire en baisse et des conditions de marché difficiles**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation organique (%)</b>
<b>Chiffre d'affaires<sup>23</sup></b>	<b>37 327</b>	<b>35 191</b>	<b>-5,7</b>
<b>Opex</b>	<b>9 837</b>	<b>9 591</b>	<b>-1,0<sup>24</sup></b>
<b>EBITDA</b>	<b>6 936</b>	<b>6 156</b>	<b>-11,2</b>

Le chiffre d'affaires des activités de production et commercialisation s'établit 35,2 milliards d'euros en baisse organique de 5,7 %.

L'EBITDA est en recul organique de 11,2 % à 6,2 milliards d'euros dans un contexte de marché défavorable.

Il est affecté par le recul de la production nucléaire de 32,8 TWh par rapport à 2015, du fait principalement des arrêts et prolongations d'arrêts liés aux contrôles supplémentaires, pour un montant estimé de 1,3 milliard d'euros.

Les ventes nettes sur les marchés ont un impact négatif estimé à près de 0,5 milliard d'euros, notamment en raison des achats rendus nécessaires au second semestre du fait d'un nombre important de réacteurs nucléaires à l'arrêt.

Les impacts du changement des conditions de marché avec la fin des tarifs réglementés de vente Jaune et Vert, de la baisse des prix de marché, et de l'intensité concurrentielle sont estimés à -1,2 milliard d'euros.

L'EBITDA bénéficie de l'impact favorable du climat, d'une année bissextile et des hausses de tarifs pour un montant d'environ 0,3 milliard d'euros. Cette évolution intègre aussi la régularisation des tarifs réglementés de vente pour la période du 1<sup>er</sup> août 2014 au 31 juillet 2015, suite à l'arrêté du Conseil d'État du 15 juin 2016 pour un montant de 0,9 milliard d'euros.

Dans le cadre du plan de performance du Groupe, les Opex<sup>24</sup> ont diminué de 1,0 % grâce à des gains de performance opérationnelle dans toutes les entités, avec notamment une adaptation des coûts commerciaux et administratifs au contexte concurrentiel et une optimisation des coûts du parc thermique.

<sup>23</sup> A compter de 2016, ventilation du chiffre d'affaires aux bornes des segments, avant élimination des inter-secteurs. Les données 2015 ont été retraitées à cet effet

<sup>24</sup> A périmètre et taux de change 2016. A taux d'actualisation retraites constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services



**France – Activités régulées : un climat et des conditions de marché favorables**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation organique (%)</b>
<b>Chiffre d'affaires<sup>25</sup></b>	<b>15 418</b>	<b>15 728</b>	<b>+2,0</b>
<b>Opex</b>	<b>4 950</b>	<b>4 951</b>	<b>-0,4<sup>26</sup></b>
<b>EBITDA</b>	<b>4 719</b>	<b>5 102</b>	<b>+8,1</b>

Le chiffre d'affaires des activités régulées s'élève à 15,7 milliards d'euros en hausse organique de 2,0 %. L'EBITDA progresse de 8,1 % en organique avec notamment un climat favorable (+5,6 TWh), un effet année bissextile (+1,2 TWh), et un moindre coût des achats de pertes réseau en lien avec la baisse des prix de marché. Par ailleurs, les actions d'optimisation des coûts se poursuivent.

**Royaume-Uni : excellente performance nucléaire et maîtrise des Opex, ne compensant que partiellement des conditions de marché difficiles**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation organique (%)</b>
<b>Chiffre d'affaires<sup>25</sup></b>	<b>11 622</b>	<b>9 267</b>	<b>-9,0</b>
<b>Opex</b>	<b>2 492</b>	<b>2 024</b>	<b>-3,6<sup>26</sup></b>
<b>EBITDA</b>	<b>2 242</b>	<b>1 713</b>	<b>-12,3</b>

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires s'élève à 9,3 milliards d'euros, en baisse organique de 9,0 % par rapport à 2015. L'EBITDA s'élève à 1,7 milliard d'euros, en baisse organique de 12,3 %, hors effet change défavorable de 0,3 milliard d'euros en raison de la dépréciation de la livre sterling en particulier à l'issue du référendum sur le Brexit.

Cette évolution résulte d'une production nucléaire en hausse, qui enregistre un niveau record à 65,1 TWh (+4,5 TWh) grâce à une excellente performance opérationnelle, qui compense en partie l'impact fortement négatif de la baisse des prix réalisés.

Malgré l'intensité concurrentielle, le nombre moyen de comptes clients résidentiels est stable par rapport à 2015, à 5,2 millions.

Par ailleurs, l'EBITDA a été soutenu par la baisse organique de 3,6 % des Opex<sup>26</sup> grâce au plan de maîtrise des coûts d'EDF Energy.

<sup>25</sup> A compter de 2016, ventilation du chiffre d'affaires aux bornes des segments, avant élimination des inter-secteurs. Les données 2015 ont été retraitées à cet effet

<sup>26</sup> A périmètre et taux de change 2016. A taux d'actualisation retraites constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

**Italie : maîtrise des Opex atténuant les conditions de marché difficiles  
et l'effet positif 2015 de l'arbitrage gaz**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation organique (%)</b>
<b>Chiffre d'affaires<sup>27</sup></b>	<b>11 694</b>	<b>11 125</b>	<b>-4,5</b>
<b>Opex</b>	<b>939</b>	<b>896</b>	<b>-4,7<sup>28</sup></b>
<b>EBITDA</b>	<b>1 345</b>	<b>641</b>	<b>-50,6</b>

En Italie, le chiffre d'affaires s'élève à 11,1 milliards d'euros, en baisse organique de 4,5 % par rapport à 2015.

L'EBITDA ressort en baisse organique de 50,6 % principalement sous l'effet positif de l'arbitrage du contrat gaz libyen en 2015 sans équivalent en 2016.

Dans les activités Electricité, l'EBITDA est globalement pénalisé par une évolution défavorable des prix moyens de vente. L'hydraulicité exceptionnellement bonne de 2015 engendre une variation défavorable sur 2016.

L'EBITDA des activités Hydrocarbures ressort en baisse en raison de l'effet positif en 2015 de l'arbitrage rendu sur le contrat gaz libyen, et de la poursuite de la chute du cours du brent qui affecte négativement les activités exploration-production.

Cette baisse est partiellement compensée par un effet positif lié à des volumes de gaz vendus supérieurs ainsi qu'à une restauration des marges de commercialisation gaz en 2016. Celle-ci résulte des renégociations du contrat gaz libyen (fin 2015) et du contrat gaz qatari avec Rasgas (juin 2016) qui intègrent une révision de la formule des prix.

Par ailleurs, la poursuite du plan de réduction des coûts a permis une baisse des Opex<sup>28</sup> de 4,7 %.

<sup>27</sup> A compter de 2016, ventilation du chiffre d'affaires aux bornes des segments, avant élimination des inter-secteurs. Les données 2015 ont été retraitées à cet effet

<sup>28</sup> A périmètre et taux de change 2016. A taux d'actualisation retraites constants. Hors variation des charges opérationnelles des activités de services

**Autres métiers : une très bonne performance opérationnelle**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation organique (%)</b>
<b>Chiffre d'affaires<sup>29</sup></b>	<b>7 288</b>	<b>7 734</b>	<b>+4,5</b>
<b>EBITDA</b>	<b>1 750</b>	<b>2 091</b>	<b>+22,0</b>

Le chiffre d'affaires du segment Autres métiers s'élève à 7,7 milliards d'euros, en hausse organique de 4,5 % par rapport à 2015. L'EBITDA progresse de 22 % en organique.

EDF Énergies Nouvelles contribue à hauteur de 0,9 milliard d'euros à l'EBITDA du Groupe, en hausse organique de 6,1 % par rapport à 2015. Cette évolution est liée à la croissance continue de la production ainsi qu'au succès du modèle de développement par rotation d'actif en Europe (cessions de parcs éoliens en Grèce et au Portugal) et aux Etats Unis.

L'EBITDA de Dalkia s'élève à 0,3 milliard d'euros, en croissance organique de 18 millions d'euros. Cette évolution reflète d'une part l'impact positif du développement commercial et d'autre part la mise en œuvre de plans de performance, malgré l'effet défavorable de la baisse du prix du gaz.

La contribution d'EDF Trading à l'EBITDA du Groupe s'élève à 0,7 milliard d'euros en 2016, en hausse organique de 0,3 milliard d'euros (+56,8 %) par rapport à 2015. Cette évolution est liée à une forte volatilité sur les marchés de l'énergie en Europe particulièrement au second semestre et à la bonne performance de l'activité trading dans le domaine du GNL.

<sup>29</sup> A compter de 2016, ventilation du chiffre d'affaires aux bornes des segments, avant élimination des inter-secteurs. Les données 2015 ont été retraitées à cet effet

**Autre International : bonne performance dans toutes les zones**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>Variation organique (%)</b>
<b>Chiffre d'affaires<sup>30</sup></b>	<b>5 827</b>	<b>5 286</b>	<b>-6,8</b>
<b>EBITDA</b>	<b>609</b>	<b>711</b>	<b>+21,2</b>

Le chiffre d'affaires du segment Autre International s'élève à 5,3 milliards d'euros, en baisse organique de 6,8 % par rapport à l'an passé. L'EBITDA est en hausse organique de 21,2 %.

En Belgique, l'EBITDA est en hausse organique de 46,4 % grâce à la progression de la production éolienne (+19 % de capacités installées à 301 MW), à la bonne performance de la production nucléaire suite au redémarrage des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2, et à la bonne performance du thermique grâce à l'amélioration des clean spark spreads et à la poursuite d'une activité soutenue dans les services systèmes.

En Pologne<sup>31</sup>, l'EBITDA s'élève à 0,3 milliard d'euros en hausse organique de 19,1 % par rapport à 2015 grâce à la bonne performance d'EDF Polska. Cette performance reflète la progression de la production d'électricité et de chaleur sous l'effet de l'amélioration de la disponibilité des actifs, dont les travaux de modernisation sont en phase d'achèvement, d'un effet climat favorable et des raccordements de nouveaux clients. L'EBITDA de la Pologne a également bénéficié de l'augmentation des tarifs de vente de chaleur et d'un effet favorable des prix des combustibles.

Le Brésil participe à la croissance de l'EBITDA du segment avec une évolution organique de +87 millions d'euros grâce à l'effet positif de la révision annuelle du tarif du contrat de vente d'électricité (PPA) d'EDF Norte Fluminense, d'un effet prix sur l'achat du gaz, des services systèmes, et d'un effet volume favorable sur les maintenances et pour l'export.

En Asie, l'EBITDA est en baisse suite à la fin de la concession de Figlec en Chine depuis septembre 2015.

<sup>30</sup> A compter de 2016, ventilation du chiffre d'affaires aux bornes des segments, avant élimination des inter-secteurs. Les données 2015 ont été retraitées à cet effet

<sup>31</sup> Les activités en Pologne d'EDF EN et de Dalkia sont intégrées dans le segment « Autres métiers »

## Principaux faits marquants postérieurs à la communication du troisième trimestre 2016

### Conseil d'administration du 13 février 2017

Le Conseil d'administration d'EDF réuni le 13 février 2017 a décidé d'engager une augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires pour un montant total, prime d'émission incluse, d'environ 4 milliards d'euros, conformément à ce qui avait été annoncé le 22 avril 2016.

EDF a l'intention de procéder à cette augmentation de capital avant la fin du premier trimestre 2017, si les conditions de marché le permettent et après obtention du visa de l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF ») sur le prospectus. Cette opération sera réalisée, après nouvelle délibération du Conseil d'administration, en vertu de la délégation de compétence qui lui a été accordée par la deuxième résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société du 26 juillet 2016.

L'État, premier actionnaire d'EDF, s'est engagé à participer à cette opération à hauteur de 3 milliards d'euros sur le montant total d'environ 4 milliards d'euros.

### La filière nucléaire et le développement industriel du Groupe

- **EDF et AREVA signent les accords engageants pour la cession des activités d'AREVA NP**

EDF a annoncé que, faisant suite au protocole d'accord signé le 28 juillet dernier, AREVA et EDF ont signé le 15 novembre, le contrat fixant les termes de la cession d'une participation conférant à EDF le contrôle exclusif d'une entité (« NEW NP ») filiale à 100 % d'AREVA NP.

- **Première livraison de GNL suite à la mise en service commerciale du terminal méthanier de Dunkerque**

Le 23 janvier 2017, EDF a annoncé que dans le cadre d'un contrat d'achat et de vente signé entre l'entreprise Ras Laffan Liquefied Natural Gas Company(3) et EDF en juin 2016, RasGas Company Limited a livré son premier chargement de gaz naturel liquéfié (GNL) au terminal méthanier de Dunkerque en France, suite à sa mise en service commerciale réussie le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

### Protocole d'indemnisation relatif à la fermeture de Fessenheim

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 24 janvier 2017, a examiné les termes du protocole négocié entre l'entreprise et l'Etat afin de fixer les conditions d'indemnisation du préjudice résultant, pour l'entreprise, de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, en application de la loi du 17 août 2015. Cette loi plafonne à 63,2 GW la capacité de production d'électricité d'origine nucléaire installée en France. Il en résulte que la mise en service de l'EPR de Flamanville 3 est conditionnée à l'arrêt, à la même date, d'une capacité de production équivalente. Le Conseil a été informé de l'avis unanimement négatif rendu par le CCE le 10 janvier 2017.

Le Conseil a approuvé les termes du protocole et autorisé le Président-directeur général à le signer, le moment venu, au nom d'EDF. Le protocole prévoit, au bénéfice d'EDF, l'indemnisation suivante :

une part fixe initiale couvrant l'anticipation des coûts à engager après l'exploitation (dépenses de reconversion du personnel, de démantèlement, de taxe INB<sup>32</sup> et de « post-exploitation »). Cette part fixe est estimée à ce jour à environ 490 millions d'euros avec une prévision de versement de 20 % en 2019 et 80 % en 2021 ; une part additionnelle variable donnant lieu le cas échéant à des versements ultérieurs, reflétant le manque à gagner pour EDF jusqu'en 2041. Par ailleurs, la fermeture de Fessenheim nécessite un décret abrogeant l'autorisation

<sup>32</sup> Installation Nucléaire de Base

d'exploitation de la centrale, pris sur demande de l'entreprise et qui, en application de la loi, prendra effet lors de la mise en service de l'EPR de Flamanville 3, prévue fin 2018.

Dans l'intérêt social de l'entreprise, et pour se conformer au plafond légal de 63,2 GW, le Conseil a subordonné la présentation de cette demande d'abrogation à l'entrée en vigueur des autorisations nécessaires à la poursuite de la construction de l'EPR de Flamanville 3 et à la poursuite de l'exploitation de Paluel 2, actuellement à l'arrêt, ainsi qu'à la confirmation par la Commission Européenne de la conformité du protocole à la réglementation en matière d'aides d'Etat.

Le Conseil a décidé que la présentation de cette demande d'abrogation donnera lieu à une nouvelle délibération de sa part en vue de constater que ces conditions sont réalisées.

La durée d'arrêt de fonctionnement de Paluel 2 a été prorogée de deux années par arrêté publié le 4 février 2017 au Journal Officiel.

## Des avancées significatives dans le plan de cessions

- **RTE : EDF, Caisse des Dépôts et CNP Assurances ont signé un accord engageant pour un partenariat de long terme**

La Caisse des Dépôts et CNP Assurances ont signé un accord engageant pour l'acquisition par la Caisse des Dépôts et CNP Assurances de 49,9 % du capital de Réseau de Transport d'Electricité (RTE<sup>33</sup>). La valorisation définitive agréée est fixée à 8,2 milliards d'euros pour 100 % des fonds propres de RTE. EDF bénéficiera éventuellement d'un complément de valeur pouvant atteindre 100 millions d'euros.

- **JERA Trading et EDF Trading ont annoncé avoir signé des accords engageants pour l'acquisition par JERA Trading des activités de charbon et de fret d'EDF Trading**

EDF Trading détiendra 33 % des parts de JERA Trading. La cession devrait être finalisée à la fin du 1er semestre 2017

- **Finalisation avec ENKSZ de la cession de 100 % de EDF DÉMÁSZ Zrt**

EDF et ENKSZ ("Első Nemzeti Közműszolgáltató Zrt") ont finalisé la cession de la totalité du capital d'EDF DÉMÁSZ Zrt, filiale hongroise d'EDF. Cette annonce fait suite à l'approbation de l'autorité de régulation hongroise du secteur de l'énergie, ainsi qu'à l'autorisation du Ministère français en charge de l'économie. La transaction qui valorise les 100 % d'EDF dans EDF DÉMÁSZ Zrt à environ 400 millions d'euros, constitue pour EDF une nouvelle avancée dans la réalisation du plan de cessions du Groupe sur la période 2015-2020.

- **Acquisition d'un portefeuille d'environ 130 actifs tertiaires par Tikehau IM auprès de SOFILO, foncière du groupe EDF**

Tikehau Investment Management (IM) a acquis un portefeuille d'environ 130 actifs de bureaux et activités auprès de SOFILO, foncière du groupe EDF. Ce portefeuille, dont les actifs sont localisés en Ile-de-France et en régions, développe une surface utile d'environ 300 000 m<sup>2</sup>.

- **Protocole d'accord relatif à la cession d'EDF Polska**

Un protocole d'accord a été signé en janvier 2017 entre EDF et un consortium d'utilités polonaises composé de PGE, Enea, Energa et PGNiG. Ce protocole a pour objectif d'encadrer les discussions autour de la cession d'EDF Polska.

<sup>33</sup> Soit une prise de participation de Caisse des Dépôts et CNP Assurances à hauteur de 29,9 % et 20 % du capital respectivement

## Le développement des énergies renouvelables

- **EDF Energies Nouvelles poursuit son développement en Amérique du Nord dans l'éolien et le solaire**

Le 11 janvier 2017, EDF Energies Nouvelles a annoncé les mises en service de quatre parcs éoliens aux Etats-Unis, d'une capacité installée cumulée de plus de 708 MW.

Par ailleurs, le Groupe accélère dans le solaire en Amérique du Nord en 2016 avec notamment un nouveau projet aux Etats-Unis de 150 MWac.

Cela contribue à la stratégie du Groupe EDF, CAP 2030, visant à doubler ses capacités renouvelables d'ici 2030.

- **Le groupe EDF accélère son développement au Chili dans le secteur des énergies renouvelables**

EDF a annoncé l'inauguration de la centrale solaire de Boléro, la plus puissante du Groupe en exploitation, le lancement de la construction de la centrale de Santiago Solar de 115 MWc et le lancement de la construction du nouveau parc éolien de Cabo Leones 1, un des plus puissants du pays.

- **Off Grid Electric et EDF lancent une nouvelle offre d'énergie solaire hors réseaux pour l'électrification rurale en Afrique de l'Ouest**

Off Grid Électric, entreprise de premier plan dans la distribution d'énergie solaire en Afrique, et EDF, leader mondial dans les énergies bas carbone, ont annoncé un partenariat pour la fourniture d'énergie solaire hors réseaux et compétitive en Afrique.

- **EDF innove pour accompagner la transition énergétique en Guyane**

EDF s'est félicité du lancement d'un projet de smart-grid 100 % renouvelable, associant deux énergies complémentaires, l'hydraulique et la biomasse. En parallèle, EDF met en œuvre, à la demande de la Communauté des Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG), un programme innovant d'électrification des communes isolées de l'intérieur de la Guyane.

## Structure financière

- **Emission d'obligation « Samouraï » pour 137 Mds¥**

EDF (AA JCR / A- S&P / A3 Moody's / A- Fitch) a levé avec succès 137 milliards de yens, soit environ 1,1 milliard d'euros, à travers quatre obligations senior sur le marché japonais (« obligations Samouraï »). L'obligation à 20 ans représente la maturité la plus longue jamais émise sur le marché Samouraï. Avec l'émission de deux tranches vertes, d'un montant total de 26 milliards de yens qui seront dédiés au financement de ses investissements renouvelables, EDF ouvre le marché Samouraï Green et continue ainsi de participer activement au développement des Green Bonds comme outils de financement de la transition énergétique.

- **Cession partielle de la créance CSPE**

EDF a annoncé avoir cédé le 22 décembre une quote-part (26,40 %) de la créance des Charges de Service Public de l'Energie (CSPE) qu'elle détenait sur l'État à raison du déficit de compensation de la CSPE, jusqu'au 31 décembre 2015, conformément à l'annonce faite le 8 novembre 2016. Cette créance a été cédée à un pool d'investisseurs constitué d'un établissement bancaire et d'un Fonds Commun de Titrisation (FCT) dédié. Le produit de cette cession sans recours s'élève à 1,5 milliard d'euros.



## ANNEXES

### Comptes de résultat consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Chiffre d'affaires	71 203	75 006
Achats de combustible et d'énergie	(36 050)	(38 775)
Autres consommations externes	(8 902)	(9 526)
Charges de personnel	(12 543)	(12 529)
Impôts et taxes	(3 656)	(3 641)
Autres produits et charges opérationnels	6 362	7 066
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>16 414</b>	<b>17 601</b>
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés énergie et matières premières hors activités de <i>trading</i>	(262)	175
Dotations aux amortissements	(7 966)	(9 009)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(41)	(102)
(Pertes de valeur)/reprises	(639)	(3 500)
Autres produits et charges d'exploitation	8	(885)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>7 514</b>	<b>4 280</b>
Coût de l'endettement financier brut	(1 827)	(1 994)
Effet de l'actualisation	(3 417)	(2 812)
Autres produits et charges financiers	1 911	2 218
<b>Résultat financier</b>	<b>(3 333)</b>	<b>(2 588)</b>
<b>Résultat avant impôts des sociétés intégrées</b>	<b>4 181</b>	<b>1 692</b>
Impôts sur les résultats	(1 388)	(483)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	218	192
<b>RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ</b>	<b>3 011</b>	<b>1 401</b>
<b>Dont résultat net - part du Groupe</b>	<b>2 851</b>	<b>1 187</b>
<b>Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>160</b>	<b>214</b>
<b>Résultat net part du Groupe par action en euros :</b>		
Résultat par action	<b>1,15</b>	<b>0,32</b>
Résultat dilué par action	<b>1,15</b>	<b>0,32</b>

## Bilans consolidés

### ACTIF

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31/12/2016</b>	31/12/2015
Goodwill	8 923	10 236
Autres actifs incorporels	7 450	8 889
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	53 064	51 600
Immobilisations en concessions des autres activités	7 616	7 645
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	70 573	71 069
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	8 645	11 525
Actifs financiers non courants	35 129	35 238
Autres débiteurs non courants	2 268	1 830
Impôts différés actifs	1 641	2 713
<b>Actif non courant</b>	<b>195 309</b>	<b>200 745</b>
Stocks	14 101	14 714
Clients et comptes rattachés	23 296	22 259
Actifs financiers courants	29 986	27 019
Actifs d'impôts courants	183	1 215
Autres débiteurs courants	10 652	8 807
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 893	4 182
<b>Actif courant</b>	<b>81 111</b>	<b>78 196</b>
<b>Actifs détenus en vue de leur vente</b>	<b>5 220</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>281 640</b>	<b>278 941</b>

## Bilans consolidés

### PASSIF

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>31/12/2016</b>	<b>31/12/2015</b>
Capital	1 055	960
Réserves et résultats consolidés	33 383	33 789
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>	<b>34 438</b>	<b>34 749</b>
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	6 924	5 491
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>41 362</b>	<b>40 240</b>
Provisions liées à la production nucléaire - Aval du cycle, déconstruction des centrales et derniers cœurs	44 843	44 825
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires	1 506	1 447
Provisions pour avantages du personnel	21 234	21 511
Autres provisions	2 155	2 190
<b>Provisions non courantes</b>	<b>69 738</b>	<b>69 973</b>
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	45 692	45 082
Passifs financiers non courants	54 276	54 159
Autres créiteurs non courants	4 810	5 126
Impôts différés passifs	2 272	4 122
<b>Passif non courant</b>	<b>176 788</b>	<b>178 462</b>
Provisions courantes	5 228	5 354
Fournisseurs et comptes rattachés	13 031	13 284
Passifs financiers courants	18 289	17 473
Dettes d'impôts courants	419	506
Autres créiteurs courants	24 414	23 622
<b>Passif courant</b>	<b>61 381</b>	<b>60 239</b>
<b>Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente</b>	<b>2 109</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DU PASSIF</b>	<b>281 640</b>	<b>278 941</b>

## Tableaux de flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	2016	2015
<b>Opérations d'exploitation :</b>		
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>4 181</b>	<b>1 692</b>
Pertes de valeur / (reprises)	639	3 500
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	9 814	11 392
Produits et charges financiers	948	951
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	330	322
Plus ou moins-values de cession	(877)	(1 593)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 935)	132
<b>Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation</b>	<b>13 100</b>	<b>16 396</b>
Frais financiers nets décaissés	(1 137)	(1 252)
Impôts sur le résultat payés	(838)	(1 508)
Décision de la Commission européenne du 22 juillet 2015	-	(906)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'exploitation</b>	<b>11 125</b>	<b>12 730</b>
<b>Opérations d'investissement :</b>		
Investissements en titres de participation déduction faite de la trésorerie acquise	(127)	(162)
Cessions de titres de participation déduction faite de la trésorerie cédée	372	748
Investissements incorporels et corporels	(14 397)	(14 789)
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	508	964
Variations d'actifs financiers	(2 913)	(5 600)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(16 557)</b>	<b>(18 839)</b>
<b>Opérations de financement :</b>		
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	1 368	64
Dividendes versés par EDF	(165)	(1 420)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(289)	(326)
Achats/ventes d'actions propres	(2)	(14)
<b>Flux de trésorerie avec les actionnaires</b>	<b>912</b>	<b>(1 696)</b>
Emissions d'emprunts	9 424	9 422
Remboursements d'emprunts	(6 176)	(2 336)
Rémunérations versées aux porteurs de titres subordonnés à durée indéterminée	(582)	(591)
Participations reçues sur le financement d'immobilisations en concession	143	152
Subventions d'investissement reçues	417	623
<b>Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>3 226</b>	<b>7 270</b>
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement</b>	<b>4 138</b>	<b>5 574</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(1 294)</b>	<b>(535)</b>
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE</b>	<b>4 182</b>	<b>4 701</b>
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 294)	(535)
Incidence des variations de change	102	(36)
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	20	13
Incidence des reclassements	(117)	39
<b>TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE</b>	<b>2 893</b>	<b>4 182</b>



Acteur majeur de la transition énergétique, le groupe EDF est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce, la vente d'énergies et les services énergétiques. Leader des énergies bas carbone dans le monde, le Groupe a développé un mix de production diversifié basé sur l'énergie nucléaire, l'hydraulique, les énergies nouvelles renouvelables et le thermique. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à environ 36,7 millions de clients, dont 26,2 millions en France. Il a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires consolidé de 71 milliards d'euros. EDF est une entreprise cotée à la Bourse de Paris.

### Avertissement

*Cette présentation ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux États-Unis ou dans tout autre pays. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la pertinence, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans cette présentation, et la responsabilité des dirigeants d'EDF ne saurait être engagée pour tout préjudice résultant de l'utilisation qui pourrait être faite de cette présentation ou de son contenu. Le présent document peut contenir des objectifs ou des prévisions concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF. EDF estime que ces prévisions ou objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables à la date du présent document mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et d'incertitudes. Il n'y a aucune certitude que les événements prévus auront lieu ou que les résultats attendus seront effectivement obtenus. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus comprennent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, et les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, sa dimension internationale, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, les évolutions technologiques, l'évolution de l'activité économique. Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le Document de Référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 avril 2016 et dans le prospectus de base EMTN d'EDF daté du 14 septembre 2016, complété par un supplément en date du 3 octobre 2016, un deuxième supplément en date du 14 novembre 2016 et un troisième supplément en date du 10 janvier 2017 (consultables en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) ou celui d'EDF à l'adresse [www.edf.com](http://www.edf.com)). EDF ne s'engage pas et n'a pas l'obligation de mettre à jour les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document pour refléter les faits et circonstances postérieurs à la date de cette présentation.*

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF SA  
22-30, avenue de Wagram  
75382 Paris cedex 08  
Capital de 1 054 568 341,50 euros  
552 081 317 R.C.S. Paris

[www.edf.fr](http://www.edf.fr)

### CONTACTS

Presse : +33 (0) 1 40 42 46 37

Analystes et investisseurs : +33 (0) 1 40 42 40 38